

**VERBATIM****CONFERENCE DE PRESSE****Bangui, le 23 juillet 2025****Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA**

Bonjour à tous, je suis Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA et c'est avec un immense plaisir que je vous retrouve pour notre conférence de presse hebdomadaire. Que vous soyez ici dans cette salle à Bangui ou à l'écoute de Radio Guira, soyez les bienvenus.

Commençons avec l'actualité de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République centrafricaine et Cheffe de la MINUSCA. Valentine Rugwabiza s'est rendue la semaine dernière, du 14 au 17 juillet, en visite officielle en République populaire de Chine où elle a eu plusieurs rencontres de haut niveau avec les autorités politiques et sécuritaires du pays. Leurs discussions ont porté sur les récents développements dans la mise en œuvre du mandat de la MINUSCA en vue de bâtir une compréhension commune avant le prochain vote sur le renouvellement du mandat de la Mission, un vote programmé en novembre prochain.

La Cheffe de la MINUSCA a également visité une entreprise leader mondial dans le secteur des énergies renouvelables, ainsi que l'institut chinois de formation des forces de police de maintien de la paix où elle a pu apprécier les capacités et l'état opérationnels des recrues, mais aussi l'engagement ferme des autorités chinoises pour des opérations de maintien de la paix plus efficaces.

La République populaire de Chine est un acteur majeur du financement des onze opérations de maintien de la paix de l'ONU en cours, dont la MINUSCA, avec une contribution représentant près de 24 % du budget total. Elle est aussi l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies qui établit, prolonge, modifie ou met fin aux mandats des opérations de maintien de la paix.

Outre la République populaire de Chine, les autres membres permanents du Conseil de sécurité sont les Etats-Unis, la Fédération de Russie, la France et le Royaume-Uni.

Le Royaume-Uni justement dont une délégation de l'ambassade basée en République démocratique du Congo, qui couvre également la République centrafricaine, est en visite cette semaine à Bangui. Au programme : Des rencontres avec les responsables de la MINUSCA et d'autres partenaires présents en Centrafrique. L'objectif principal de cette visite est de maintenir l'engagement bilatéral de routine avec les partenaires présents en République centrafricaine et de mieux comprendre le contexte politico-sécuritaire, notamment les progrès du processus de paix, les préparations des élections, ainsi que les mécanismes de préparation aux crises.

Le soutien technique, logistique, sécuritaire et financier de la MINUSCA aux opérations menées actuellement par l'Unité d'exécution du programme national de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement (UEPNDDRR) se poursuit. Deux sites sont désormais opérationnels, le premier à Maloum dans la préfecture de la Ouaka et le deuxième à Kouï dans l'Ouham-Pendé.

A Maloum, 112 ex-combattants du groupe armé UPC ont été désarmés et démobilisés depuis le dimanche 13 juillet alors que 100 armes individuelles et collectives ainsi que des munitions ont été remises. A Kouï, ce sont 66 ex-combattants du groupe armé 3R qui ont été désarmés et démobilisés depuis le 18 juillet et 51 armes collectées.

La MINUSCA accompagne chaque étape du processus, qu'il s'agisse de la planification, du déploiement sur le terrain des équipes mobiles et de leur équipement, de la vérification et du stockage en lieu sûr des armes et munitions collectées, de la remise des kits de démobilisation ou encore de la sécurisation des opérations grâce à la présence de Casques bleus sur les sites.

L'appui de la MINUSCA se fait à la demande du Gouvernement centrafricain. Il s'agit pour la Mission de mettre en œuvre l'une des priorités de son mandat, celle du soutien au processus de paix, matérialisé par l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine, l'APPR, du 6 février 2019 et les récents accords du 19 avril 2025.

Lors de la cérémonie du 10 juillet dernier marquant la signature des accords entre le Gouvernement et les groupes armés 3R et UPC, la Représentante spéciale du Secrétaire général avait souligné que cette opération de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) d'envergure n'était « *pas seulement une entreprise technique* » mais qu'elle était également « *un symbole de confiance renouvelée. Elle est un pont entre le passé et un avenir fondé sur l'unité et la dignité de tous les Centrafricains, valeurs inscrites dans la devise de la République centrafricaine* ».

Outre l'appui qu'elle apporte pour la réussite du processus de paix, la MINUSCA continue de soutenir l'organisation des prochaines élections locales, présidentielle et législatives. Ces derniers jours, à la demande de l'ANE, l'Autorité nationale des élections, la Mission a transporté par avion des agents de l'ANE ainsi que les listes électorales provisoires et les formulaires de réclamation depuis Bangui vers six préfectures et plusieurs localités difficiles d'accès : les préfectures de Bamingui-Bangoran, Mbomou, Haut-Mbomou, Basse-Kotto, Haute-Kotto et Vakaga et les villes de Ndélé, Alindao, Bangassou, Obo, Zemio et Birao.

Il est prévu que les listes électorales provisoires soient affichées jusqu'au 28 juillet. C'est ce fichier, qui, une fois finalisé, sera utilisé pour les prochains scrutins. Il s'agit donc d'une étape cruciale afin de garantir une liste finale crédible, inclusive et transparente. Le partage d'informations et la communication sont plus que nécessaires pour accompagner cette étape. Et c'est dans ce cadre que la MINUSCA poursuit également son appui à l'ANE dans ses efforts de sensibilisation et d'éducation civique. La semaine dernière, 46 activités, touchant 3 029 personnes, dont 62 % de femmes, ont été menées sur l'ensemble du territoire centrafricain. Nous pouvons citer Birao dans la Vakaga pour Birao, Am-Dafock et Ouandja, Bria dans la Haute-Kotto, Nola dans la Mambéré ou Berberati dans la Mambéré-Kadei.

Parlons maintenant du soutien apporté par la MINUSCA à la réforme du secteur de la sécurité. Des bâtiments administratifs et à usage d'instruction, rénovés et équipés par la MINUSCA et la Mission de formation de l'Union européenne en République centrafricaine, EUTM RCA, ont été remis hier au Gouvernement centrafricain en présence du Président de la République et Chef de l'Etat et du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies par intérim. Ces bâtiments sont situés dans l'enceinte de l'école spéciale de formation des officiers d'active (ESFOA) au Camp Kasaï à Bangui. Il s'agit notamment de salles de cours, d'amphithéâtres, de bureaux, d'une infirmerie et d'un réfectoire. La mise à disposition de ces installations fait partie du soutien apporté à l'Etat centrafricain pour lui permettre d'assurer une formation de qualité à ses cadres militaires, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité et de la politique et de la stratégie nationales de défense validées en 2024.

Enfin la dernière information de ce jour m'a été transmise par mes collègues de l'équipe de pays des Nations Unies en République centrafricaine à l'occasion de l'appel lancé hier par le Secrétaire général de l'ONU en faveur d'une transition énergétique juste et rapide. En déclarant que « *les énergies fossiles sont en bout de course* » et que « *nous sommes à l'aube d'une ère des énergies propres* », le Secrétaire général a rappelé que les énergies renouvelables ne sont plus un pari pour l'avenir, mais une réalité économique et un impératif sécuritaire, qui peuvent créer des millions d'emplois, garantir l'accès à une énergie propre, abordable et souveraine, et renforcer la stabilité des économies face aux chocs géopolitiques.

La République centrafricaine, signataire de l'Accord de Paris, s'inscrit pleinement dans cet élan. Une stratégie bas carbone à long terme a été élaborée et les enjeux climatiques ont été intégrés dans le Plan national de développement 2024-2028.

En visant une réduction inconditionnelle de 11,8 % et conditionnelle de 24,3 % de ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030, la Centrafrique affirme sa volonté de conjuguer relèvement, développement durable et résilience climatique. Elle s'engage à mettre en œuvre une transition énergétique juste, inclusive et adaptée à ses réalités. Un engagement que le système des Nations Unies en République centrafricaine est prêt à accompagner malgré les nombreux défis identifiés, notamment la mobilisation insuffisante des ressources.

Questions des journalistes

Radio Fréquence RJDH (Narcisse Yafouléla)

- En ce qui concerne le chef rebelle Armel Sayo, le Gouvernement dit qu'il est toujours en vie. Alors, est-ce que la MINUSCA peut nous fournir des informations nécessaires sur sa situation ? Est-ce qu'il est en vie comme l'affirme le Gouvernement ou bien il est déjà mort comme on le dit ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Nous suivons de près cette situation et nous avons également pris connaissance et bonne note des déclarations du porte-parole du Gouvernement à son sujet. Nous avons pris attache avec différentes autorités, mais à ce jour, nous n'avons pas eu accès, nous n'avons pas pu rencontrer Armel Sayo.

Questions des journalistes

Radio Guira FM (Simplice Douayouane)

- Vous parliez tout à l'heure des opérations DDR dans deux villes, à Kouï et à Maloum. Depuis le début de ces opérations jusqu'aujourd'hui, comment se déroulent ces opérations dans ces deux villes, Maloum et Kouï ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Je crois avoir expliqué dans mon propos liminaire qu'il y a actuellement deux sites qui ont été retenus pour les opérations de désarmement et de démobilisation des éléments des groupes armés 3R et UPC. Donc, des opérations se font dans le cadre du désarmement et de la démobilisation tels que prévus et mis en œuvre par l'Unité nationale en charge de ces opérations, avec le soutien de la MINUSCA. Donc, les éléments des groupes armés sont appelés par leurs leaders respectifs à se regrouper, à se diriger vers les sites où sont organisées ces opérations qui se font avec la sécurisation de la MINUSCA.

Notre rôle est important puisque nous avons permis le déploiement des unités mobiles de l'UEPNDDR sur le terrain. Mais nous avons aussi un rôle très important pour le contrôle des armes avec la double certification des armes qui sont remises. Et vous le savez, pour qu'un combattant soit déclaré éligible au DDR, il doit remettre une arme, soit fonctionnelle, soit réparable. Et ensuite, nous sécurisons ces armes et les munitions. Et puis, il y a aussi l'aspect d'accompagnement des ex-combattants qui, après avoir remis leurs armes, reçoivent une carte de démobilisé, mais reçoivent aussi une indemnité pour leur permettre de vivre pendant trois mois, de repartir dans leur communauté et donc, cette indemnité est aussi prise en charge par la MINUSCA, tout comme un kit de démobilisation qui comprend des vêtements, des produits d'hygiène, ou des ustensiles de cuisine, par exemple. Voilà comment se déroulent les opérations.

Vous le savez, ce sont des opérations qui sont des opérations de grande envergure. Vu le nombre d'ex-combattants qui ont été identifiés. Il s'agirait des opérations ayant la plus grande envergure depuis le lancement des opérations DDR dans ce pays. Et évidemment, nous les accompagnons et, évidemment, nous restons confiants pour cette étape capitale dans la mise en œuvre réelle de l'Accord de paix et le retour à la stabilisation et à une paix durable pour tous les Centrafricains et pour toutes les Centrafricaines.

Questions des journalistes

Le Gardien Médias (Selda Junior Bouté)

- J'ai juste deux questions à vous poser. La première concerne toujours le processus du désarmement. Je crois que la MINUSCA joue un rôle important dans le cadre du désarmement. Juste pour savoir, est-ce que la MINUSCA est satisfaite des armes rendues par les éléments des 3R et de l'UPC ? Semblerait-il que ces combattants gardent les bonnes armes envers eux et rendent les armes qui ne sont pas en bon état.

- Ma deuxième préoccupation, c'est de savoir, il y a de cela trois jours environ que la MINUSCA a mené une démarche de réconciliation et de vivre-ensemble des suites de violences intercommunautaires au quartier Gobolo, à Bria. Dites-nous, qu'est-ce qui est à la base de cette violence et qu'est-ce qu'on peut retenir concrètement à l'issue de cette démarche ? Je vous remercie.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Merci. Concernant les armes, je l'ai expliqué, un ex-combattant qui rend ses armes, pour être éligible, doit rendre une arme soit opérationnelle, soit réparable. C'est la raison pour laquelle nous avons des experts de la MINUSCA, avec les collègues de l'UEPNDDR, qui examinent, contrôlent les armes et déclarent si ces armes sont soit opérationnelles, des armes conventionnelles, soit réparables. Donc, il ne s'agit pas de savoir si on a été satisfait ou non satisfait, il y a des critères très précis et, si l'arme qui est rendue ne correspond pas à ces critères, opérationnalité ou réparabilité, la personne qui a rendu ces armes n'est pas éligible et ne reçoit pas sa carte de démobilisé.

Concernant votre deuxième question, oui, en effet, il y a eu des tensions fin juin dans le quartier Gobolo à Bria. C'étaient des tensions entre les communautés peules et banda. Et à la suite de ces tensions, nos collègues sur le terrain ont mené beaucoup d'activités de médiation, notamment avec les jeunes, pour pouvoir promouvoir le vivre-ensemble, le dialogue entre les communautés. La semaine dernière, les dirigeants communautaires ont réaffirmé leur engagement en faveur d'une coexistence pacifique. Les incidents ont été liés à des vols de bétail, à la perception aussi parfois de partialité au niveau de la justice, donc, toutes ces perceptions ont été remises à plat, discutées par les deux communautés. Et là, on doit saluer le rôle du Comité local de paix et de réconciliation, vous le savez, nous accordons énormément d'importance aux mécanismes locaux, que ce soient les CMOP, les CLPR, les groupes de travail sur la transhumance, ici, le Comité local de paix et de réconciliation, avec le soutien de la Mission mais aussi de nos collègues du HCR, [ensemble ils] ont fait ce travail de médiation, de sensibilisation, de dialogue, de facilitation du dialogue entre les communautés et donc on est arrivé à une situation satisfaisante vers le 17 juillet, avec un engagement des communautés à respecter cette coexistence pacifique. Évidemment, nous allons poursuivre notre engagement avec eux et nous allons faire le suivi pour nous assurer que les paroles qui ont été données soient respectées. Mais c'est aussi un exemple, au-delà du rôle important du Comité local de paix et de réconciliation, c'est aussi un exemple de la primauté du dialogue pour pouvoir régler les différends.

Questions des journalistes

LANOCA (Aubin Manassé Ndata)

- Je reviens un peu sur la mission que la Cheffe de la MINUSCA a effectuée en Chine. Dites-nous, quels sont les objectifs de cette mission en Chine ? Est-ce que cela a une portée géostratégique, géopolitique pour que la République populaire de Chine puisse soutenir la mission en République centrafricaine ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Je ne vais que répéter ce que j'ai dit dans mon propos liminaire. Comme vous le savez, la Chine est l'un des contributeurs principaux des opérations de maintien de la paix. Il y a actuellement 11 missions de maintien de la paix dans le monde et la Chine fournit 24 % du budget total pour le fonctionnement de ces 11 opérations de la paix, la MINUSCA est l'une d'entre elles. La Chine est également un des membres permanents du Conseil de sécurité et, vous le savez, c'est le Conseil de sécurité qui a en charge la paix et la sécurité dans le monde et qui, également, est en charge d'établir, de prolonger et de modifier, et, parfois, de mettre fin au mandat des opérations de maintien de la paix. J'en parle régulièrement ici, tous les quatre mois, la Mission, par la voix du Secrétaire général, présente un rapport aux membres du Conseil de sécurité qui souhaitent être informés de l'évolution de la situation sur place, à la fois de l'évolution de la situation dans le pays, qu'il s'agisse d'un point de vue politique, économique, sécuritaire ou humanitaire, mais aussi de l'état d'avancement des activités de la MINUSCA.

Donc, c'est dans ce cadre global que la Représentante spéciale s'est rendue en République populaire de Chine pour discuter avec eux, à la fois du mandat spécifique de la MINUSCA, avec toutes les avancées qu'on a connues

récemment, notamment concernant le processus de paix, mais aussi d'un point de vue plus global, la République populaire de Chine étant très engagée, non seulement financièrement, mais étant également très engagée dans toutes les réflexions pour aboutir à des opérations de maintien de la paix plus efficaces et mieux adaptées aux nouveaux environnements mondiaux.

Questions des journalistes

Le Combattant+ (Jacques Ngue)

- Nous savons tous que la MINUSCA joue un rôle important dans le processus électoral en cours. Cependant, certains partis politiques de l'opposition, surtout ceux du BRDC, restent dans la position de la politique de la chaise vide. Est-ce que la MINUSCA va continuer à faire des plaidoyers ou des médiations afin que les deux acteurs, pouvoir et opposition, puissent vraiment participer à cette élection ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Oui, bien sûr, nous allons continuer. Vous le savez, on apporte un soutien, la MINUSCA apporte un soutien multiforme au processus électoral, technique, opérationnel, logistique, sécurité, mais aussi un élément important est celui de la promotion du dialogue pour renforcer la confiance entre les parties prenantes, évidemment, les partis politiques font partie de ces parties prenantes et la MINUSCA, dans le cadre de son mandat de bons offices, ne cesse de rencontrer les représentants de ces partis politiques, de la société civile, des autorités, afin de s'assurer qu'il existe un climat de confiance et que tout le monde regarde dans la même direction et que tout le monde reste déterminé à aller vers ces élections, qui maintenant vont être couplées et, dans un esprit constructif et avec l'intention d'avoir des élections inclusives, transparentes et le plus apaisées possible.

Questions des journalistes

Radio Ndeke Luka (Sabrina Vinciane Nailo)

- J'aimerais avoir une explication, peut-être, de la part de la MINUSCA, concernant l'actualité qui refait surface actuellement en République centrafricaine concernant le décès d'Armel Sayo. La MINUSCA a une Division des droits de l'homme qui se charge des documentations des violations des droits de l'homme. Est-ce que la MINUSCA a une explication ou bien une idée concernant ces rumeurs de la disparition d'Armel Sayo ?
- Et la deuxième concerne le projet que la MINUSCA a eu à construire, un forage au niveau de la ville de Bambouti. Où en sommes-nous avec la distribution d'eau potable à la population ? Comment ça se passe présentement sur le terrain ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Merci. Je crois que vous êtes arrivée un petit peu en retard à cette conférence de presse et la première question m'a été posée tout en début de cette conférence concernant les informations qui circulent à propos d'Armel Sayo. Je le dis et je le répète, nous suivons de près cette situation. Nous avons pris bonne note des déclarations du porte-parole de Gouvernement à son sujet. Nous avons pris attache avec différentes autorités, ici à Bangui, mais à ce jour, nous n'avons pas pu rencontrer Armel Sayo. Donc, je ne peux ni confirmer ni infirmer les informations qui circulent à ce sujet.

Concernant Bambouti, il y a de l'eau depuis pas mal de temps déjà à Bambouti. La vie reprend son cours à Bambouti, non seulement avec de l'eau, actuellement c'est la période des vacances scolaires, mais avec des écoles, avec un centre de santé, avec des bâtiments administratifs qui sont en construction. Donc, il y a plusieurs points de forage et pour certains endroits de Bambouti qui sont éloignés de ces forages, la MINUSCA livre de l'eau aux populations qui vivent loin des forages. Donc, l'accès à l'eau, qui est un accès qui devrait être garanti à chaque personne, à chaque habitant de cette planète, est donc garanti également à Bambouti.

Questions des journalistes

- La MINUSCA continue de soutenir le processus électoral en République centrafricaine, alors que dernièrement, l'expert des Nations Unies, Yao Agbetse, a mis en cause la compétence de l'Autorité nationale des élections. Cependant, nous savons que toutes les élections sont reportées au mois de décembre prochain. Maintenant, l'ANE aura fort à faire d'organiser quatre scrutins le même jour. Alors, est-ce que la MINUSCA peut nous dire si l'Autorité nationale des élections a les capacités techniques d'organiser ces élections, tout en sachant que ça sera pour la première fois dans l'histoire de la République centrafricaine pour que l'Autorité nationale puisse organiser ces quatre scrutins ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Vous le savez, nous le répétons depuis plusieurs mois, l'organisation d'élections locales est d'une importance capitale pour la matérialisation des accords de paix sur le terrain, la possibilité qui sera offerte aux Centrafricaines et aux Centrafricains au niveau local de choisir leurs représentants, et c'est une disposition de l'APPR-RCA. Donc, avec tous les développements positifs auxquels on assiste actuellement, il ne faut pas perdre de vue également l'importance de l'organisation des élections locales.

La MINUSCA, mandatée par le Conseil de sécurité des Nations Unies, va poursuivre son soutien à l'Autorité nationale des élections pour le soutien multiforme qui lui est demandé de fournir, c'est-à-dire un soutien technique, logistique. J'en ai parlé en début de cette conférence de presse. Nous avons transporté les listes électorales [provisoires] de Bangui vers les endroits les plus difficiles d'accès dans le pays afin de permettre aux personnes de vérifier leur nom sur les listes électorales. Nous allons poursuivre notre soutien en matière de sécurité, sécurisation des lieux où vont se dérouler les élections, en matière d'information publique et d'éducation civique, en matière de plaidoyer pour faire en sorte qu'un maximum de partenaires financent ces élections et, puis, pour répondre à une question de votre collègue un petit peu plus tôt aussi en matière de promotion d'un dialogue entre toutes les parties prenantes. Donc, la MINUSCA, conformément au mandat qui lui a été donné par le Conseil de sécurité, va poursuivre son soutien et va mettre tout en œuvre pour que ces élections puissent être un succès, que ces élections, notamment les élections locales tant attendues, puissent être un succès.

Questions des journalistes

Centrafric Matin (Denis Legoussou Ngouvénda)

- Selon les informations que nous avons reçues, qui viennent de la ville de Mingala, dans la préfecture de la Basse Kotto, des contingents mauritaniens, qui sont récemment déployés dans cette localité, je crois, à trois kilomètres de la ville, se lancent dans des actes peut-être rétrogrades. Selon les habitants, ils vont dans les champs des particuliers, arrachent les tubercules de manioc, les arachides et ainsi de suite. Est-ce que la MINUSCA est-elle au courant de cette information ? Je vous remercie.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Vous savez, les attaques contre la Mission et la diffusion de fausses informations et d'attaques non documentées contre la MINUSCA, malheureusement, nous y faisons face. Je ne suis pas au courant de ce que vous m'avancez. Les contingents sont là pour contribuer à l'établissement de la paix en République centrafricaine et surtout pas pour créer des poches d'insécurité. Comme toujours, dans ces cas-là, je le dis et je le répète, ne nous laissons pas divertir par les rumeurs et par la désinformation parce que, pour nous, ce qui est important, c'est d'être aux côtés des populations, de faire en sorte que les populations puissent vivre à l'abri de la peur et des menaces et, je peux vous assurer que tout le monde dans cette Mission, de la Représentante spéciale du Secrétaire général à nos forces déployées sur le terrain, des forces qui d'ailleurs, vous le savez, payent un lourd tribut à ce déploiement -je rappelle que nous avons trois Casques bleus qui ont été tués depuis le début de l'année, donc, ne nous laissons pas divertir et rappelons que nous sommes ici, de façon temporaire, pour ramener la paix durable dans ce pays, parce que ce pays a mérité de vivre une paix durable.

Questions des journalistes

ACAP (Jonas Bissinguim)

- Veuillez m'excuser, je viens d'arriver. C'est trop tôt c'est vrai mais pouvez-vous nous faire un bilan mi-parcours de la MINUSCA, par rapport à ce qui se produit ici en Centrafrique ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

On peut s'asseoir pendant une journée pour faire cela. Dans cette conférence de presse, nous essayons de parler de l'actualité. Non pas que je ne veuille pas vous faire un bilan, mais un bilan à mi-parcours pour une mission qui est présente depuis plusieurs années, je n'aurais pas la prétention de pouvoir le faire mais je vais quand même me lancer dans l'exercice.

Nous avons des priorités dans notre mandat. La première priorité, c'est celle de la protection des populations civiles qui vivent sous la menace de violences. Comment on y répond ? On y répond en déployant des troupes. C'est le cas actuellement dans les zones les plus sensibles que nous avons identifiées. C'est le cas actuellement dans la Vakaga, dans le Haut-Mbomou, par exemple, dans la région de Yadé. Donc, nous avons des troupes qui sont déployées, une réponse sécuritaire. Nous favorisons, nous facilitons également le déploiement des Forces de défense et de sécurité centrafricaines.

À cela s'ajoutent des actions qui sont menées, de prévention de toutes les violences avec la mise en place de réseaux d'alertes communautaires pour pouvoir être prévenus quand il y a des problèmes. Nous avons également des activités de soutien aux mécanismes préfectoraux qui sont mis en place pour faciliter la mise en œuvre des accords de paix, le vivre-ensemble, la cohésion sociale. Il y a les CMOP, il y a les Comités locaux pour la paix et la réconciliation, les groupes de travail pour la transhumance, etc.

Nous avons aussi des mesures qui sont destinées, et j'ai répondu tout à l'heure à la question sur Bambouti, à faire en sorte qu'une fois qu'une zone est sécurisée, il ne suffit pas d'être sécurisé, il faut aussi pouvoir reprendre une vie normale, donc, des actions en faveur de l'accès à des services de base, l'accès à de l'eau, l'accès à l'école, donc, avec des actions dans ce sens-là.

Deuxième volet, soutien à la mise en œuvre de l'Accord de paix. On l'a vu, il y a des développements qui, actuellement, nous sommes en train de vivre ces développements, cela ne vous aura pas échappé, avec le retour dans l'Accord des leaders des groupes armés UPC et 3R, donc, des développements qui sont bien sûr positifs et que nous accompagnons, et notamment avec le processus de DDR.

Nous avons également parmi les autres priorités de notre mandat tout ce qui relève de l'extension de l'autorité de l'État en facilitant, en faisant en sorte qu'il y ait dans chacune des 20 préfectures de la République centrafricaine, en soutien aux autorités centrafricaines, qu'il y ait des mairies, des préfectures, des sous-préfectures qui soient opérationnelles, des tribunaux, des postes de gendarmerie, de police, et en soutenant évidemment le déploiement des fonctionnaires de Bangui vers ces localités.

Et puis, ça va être mon dernier point parce que sinon, une fois encore, ça va nous amener au-delà de l'heure, le dernier, un des autres volets très importants de notre mandat à l'heure actuelle, c'est celui du soutien au processus électoral, avec le soutien multiforme que nous apportons aux autorités centrafricaines pour l'organisation des prochaines élections locales, législatives et présidentielle en nous adaptant bien évidemment à chaque étape du calendrier qui est établi par l'Autorité nationale des élections. Je n'aurai pas la prétention de dire que c'est un bilan, mais c'était un rappel de la contribution de la MINUSCA aux efforts de stabilisation en République centrafricaine.

Je vous rappelle que vous pouvez retrouver en temps réel toutes les informations de la MINUSCA sur le site [web de la Mission](#), sur [Facebook](#), [X](#), [YouTube](#) et [Instagram](#). L'heure est venue de clore cette conférence de presse. Merci à tous pour votre participation.